

RCS : LYON

Code greffe : 6901

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2014 B 00016

Numéro SIREN : 799 397 286

Nom ou dénomination : SO'GEREST

Ce dépôt a été enregistré le 24/06/2020 sous le numéro de dépôt B2020/015651

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **DE LYON**

Date : 24/06/2020

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

n° de dépôt : **B2020/015651**
n° de gestion : **2014B00016**
n° SIREN : **799 397 286 RCS Lyon**

Le greffier du Tribunal de Commerce de Lyon certifie avoir procédé le 24/06/2020 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de :

SO'GEREST
6 et 8 Rue du 35ème Régiment d'Aviation 69500 BRON

date de clôture : 31/12/2019

Ce dépôt comprend les documents comptables prévus par la législation en vigueur.

Concernant les évènements RCS suivants :
Dépôt des comptes annuels



Bilan - Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	14 150	11 320	2 830	4 299
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	2 710		2 710	
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	16 860	11 320	5 540	4 299
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	190 595		190 595	208 795
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	160		160	2 917
Autres créances	165 430		165 430	285 496
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	373 337		373 337	434 478
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	3 138		3 138	2 893
ACTIF CIRCULANT	732 660		732 660	934 579
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	749 521	11 320	738 200	938 878

certifié conforme par le Président



Bilan - Passif

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel (dont versé : 10 000)	10 000	10 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	1 000	1 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	906	121
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	79 399	78 785
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	91 305	89 906
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	9 800	5 500
Provisions pour charges		
PROVISIONS	9 800	5 500
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7 619	1 007
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	231 116	517 235
Dettes fiscales et sociales	231 410	238 625
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	166 950	86 605
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	637 095	843 472
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	738 200	938 878

Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises	3 812 061		3 812 061	3 925 432
Production vendue de biens				
Production vendue de services	489 674		489 674	288 597
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	4 301 735		4 301 735	4 214 029
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			-10 300	2 913
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			35 261	23 377
Autres produits			59 974	36 747
PRODUITS D'EXPLOITATION			4 386 671	4 277 066
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			1 421 919	1 538 259
Variation de stock (marchandises)			15 846	-45 288
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			1 299	427
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			1 059 949	1 025 636
Impôts, taxes et versements assimilés			61 525	65 460
Salaires et traitements			998 903	937 400
Charges sociales			246 692	257 445
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 468	2 386
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions			9 800	
Autres charges			467 746	420 519
CHARGES D'EXPLOITATION			4 285 147	4 202 243
RESULTAT D'EXPLOITATION			101 524	74 823
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				3 962
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			3	
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			3	3 962
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES				
RESULTAT FINANCIER			3	3 962
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			101 527	78 785

Compte de résultat

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	22 128	
TOTAL DES PRODUITS	4 386 674	4 281 028
TOTAL DES CHARGES	4 307 275	4 202 243
BENEFICE OU PERTE	79 399	78 785

Annexes

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les comptes de l'exercice ci-après couvrent la période du 01/01/2019 au 31/12/2019 soit une durée de 12 mois.

Le bilan de l'exercice présente un total de 738 200 euros.

Le compte de résultat dégage ainsi un résultat 79 399 euros.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- **Immobilisations**

- **Immobilisations incorporelles**

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

Immobilisations incorporelles	Durée d'amortissement
Logiciels	1 à 5 ans en linéaire

- **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

Immobilisations corporelles	Durée d'amortissement
Installations techniques, matériels et outillages	3 à 5 ans en linéaire
Install. générales agencements, aménagements	5 à 15 ans en linéaire
Matériel de transport	3 ans en linéaire
Matériel de bureau et informatique	2 à 5 ans en linéaire
Mobilier	4 à 5 ans en linéaire

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- **Immobilisations financières**

Participations et autres titres :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et méthodes comptables

- **Evaluation des stocks**

Les stocks sont évalués suivant la méthode du dernier prix d'achat connu. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

- **Créances et dettes**

Les créances et dettes sont évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

- **Provisions règlementées**

Les provisions règlementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

- **Dérogations aux principes généraux**

- **Changement de méthode d'évaluation**

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

- **Changements de méthode de présentation**

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	14 150		
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	14 150		
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			6 353
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			6 353
TOTAL GENERAL	14 150		6 353

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.			14 150	
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			14 150	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		3 643	2 710	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		3 643	2 710	
TOTAL GENERAL		3 643	16 860	

Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	9 852	1 468		11 320
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier				
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 852	1 468		11 320
TOTAL GENERAL	9 852	1 468		11 320

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	5 500	9 800	5 500	9 800
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	5 500	9 800	5 500	9 800
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS				
TOTAL GENERAL	5 500	9 800	5 500	9 800
Dotations et reprises d'exploitation		9 800	5 500	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	2 710	2 710	
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	160	160	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	1 043	1 043	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	179	179	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	2 033	2 033	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	146 491	146 491	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	15 684	15 684	
Charges constatées d'avance	3 138	3 138	
TOTAL GENERAL	171 438	171 438	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	6 353		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	3 643		
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	7 619	7 619		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	231 116	231 116		
Personnel et comptes rattachés	99 181	99 181		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	65 211	65 211		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	26 616	26 616		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	40 401	40 401		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	10 775	10 775		
Autres dettes	156 175	156 175		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	637 095	637 095		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Charges à payer

Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES A PAYER			
FOURNISS FACT NON PARVENUES	9 402	199 197	-189 795
AVOIR A ETABLIR	12 119		12 119
CHARGES A PAYER	67 422		67 422
PERSONNEL CAP	7 599		7 599
DETTES PROVISIO POUR CONGES	84 023	82 456	1 567
DETTES PROVI.PRIME PREC.	5 750	5 656	94
CHARGES A PAYER	3 039		3 039
CHARGES SOCIALES SUR CONGES PAYES	29 409	28 860	549
CHGES SOC. SUR PRIMES PRECARITES	2 012	1 980	32
ETAT - AUTRES CHARGES A PAYER	21 749	7 555	14 194
ETAT - TAXE D'APPRENTISSAGE A PAYER		6 362	-6 362
ETAT - FORMATION CONTINUE A PAYER	6 350	11 728	-5 379
ETAT - CET A PAYER	2 629	26 957	-24 328
ETAT - TAXE ORD. MENAGERES A PAYER	6 017	8 112	-2 095
ETAT - EFFORT CONSTRUCTION A PAYER	3 233	2 589	644
INTERETS COURUS A PAYER BANQUE	602	530	72
TOTAL CHARGES A PAYER	261 355	381 981	-120 626

**Charges et produits constatés
d'avance**

Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE			
CHGES CONSTATEES D AVANCE	3 138	2 893	245
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	3 138	2 893	245

Produits à recevoir

Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR			
AVOIR A RECEVOIR	8 667		8 667
ETATS PRODUITS A RECEVOIR	146 491	220 210	-73 719
INTERETS COURUS SUR CPTE COURANT		3 962	-3 962
PRODUITS A RECEVOIR		7 000	-7 000
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	155 157	231 172	-76 015

Composition du capital social

Exprimé en €

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	1 000			10

Informations complémentaires

➤ Ventilation de l'impôt sur les bénéfices lié à l'activité

	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	101 526	22 128	79 398
Résultat exceptionnel à court terme			
Participations des salariés aux fruits de l'expansion			
RESULTAT COMPTABLE	101 526	22 128	79 398

L'impôt dû relatif aux résultats courant et exceptionnel a été calculé en multipliant le taux effectif d'imposition par les résultats courants et exceptionnels comptables, corrigé des réintégrations et déductions fiscales des charges courantes et exceptionnelles.

➤ Honoraires des commissaires aux comptes

Nous avons comptabilisé 5 500 € au titre des honoraires pour la mission des commissaires aux comptes.

➤ Effectif moyen du personnel salarié et intérimaire

Sur l'année fiscale 2019, l'effectif moyen du personnel s'analyse comme suit :

Année fiscale 2019	Effectif
Cadres	0
Agents de maîtrise, techniciens et employés	38
Ouvriers	0
TOTAL	38

➤ Engagement en matière d'indemnité de départ à la retraite

Notre société a souscrit une couverture auprès du CESA, Caisse relevant du groupe IRP Auto.

Nous versons des cotisations obligatoires, en contrepartie de la prise en charge du coût des départs à la retraite des salariés

➤ Evènements postérieurs à la clôture – COVID 19

La crise sanitaire liée au Covid-19 s'est aggravée en mars 2020 et a contraint la France et de nombreux autres pays en Europe et dans le monde à prendre des mesures de confinement de la population, de restriction des activités non essentielles et de limitation des échanges, toujours en vigueur à la date d'arrêté des comptes. Ces circonstances entraînent une forte baisse de l'activité économique globale et des entreprises.

La société a estimé à la date d'arrêté de ses comptes que cette situation relève d'un événement post-clôture sans lien avec la situation existant au 31 décembre 2019. Par conséquent, l'entreprise n'a pas procédé à un ajustement de ses comptes clos au 31 décembre 2019 au titre de cet événement.

Dans un contexte général incertain sur la durée de l'épidémie et ses conséquences économiques, compte tenu des mesures mises en place et sur la base des informations connues à la date d'arrêté des comptes, la société estime qu'il n'existe pas à cette date d'incertitude significative sur la continuité de son exploitation

SO'GEREST
Société par actions simplifiée
Au capital de 10.000 €
Siège social : 6/8 Rue du 35^{ème} Régiment d'Aviation
69500 BRON
799 397 286 R.C.S LYON

**AFFECTATION DU RESULTAT ADOPTEE PAR L'ASSOCIEE UNIQUE
EN DATE DU 05 JUN 2020**

EXERCICE CLOS LE 31.12.2019

DECISION SUR L'AFFECTATION DES RESULTATS

TROISIEME DECISION

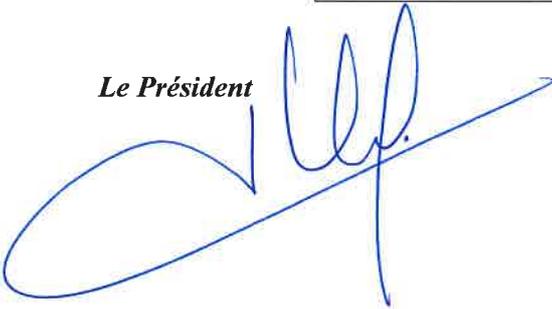
L'associée unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 79.398,94 euros de la manière suivante :

- A titre de distribution de dividendes à l'Associée Unique la somme de 80.000,00 euros
- Le solde à savoir la somme de 601,66 euros étant prélevé sur le compte « autres réserves ».

En application de l'article 243 Bis du CGI, l'associée unique indique les distributions de dividendes intervenues au titre des trois derniers exercices.

Exercices	Dividendes
31/12/2018	78.000 €
<i>AG du 11/12/2018</i>	164.000 €
31/12/2017	/
31/12/2016	/

Le Président



SO'GEREST
Société par actions simplifiée

6/8 rue du 35^{ème} Régiment d'aviation
69500 BRON

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2019

SO'GEREST
Société par actions simplifiée

6/8 rue du 35^{ème} Régiment d'aviation
69500 BRON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'Associé unique,

I. Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de la société SO'GEREST, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Président le 20 avril 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'ai estimé que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui m'est applicable, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, j'attire votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Informations complémentaires - Evénements postérieurs à la clôture – COVID 19 », de l'annexe des comptes annuels relatif au contexte de crise sanitaire et à ses incidences sur l'activité et la situation financière de la société.

IV. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

V. Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président arrêté le 22 mai 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

En application de la loi, je vous signale que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-4 du code de commerce, pris en application de l'article L.441-6-1 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, je ne peux attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

VI. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

VII. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon, le 22 mai 2020

Le Commissaire aux Comptes



Thibault CHALVIN

Bilan - Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	14 150	11 320	2 830	4 299
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	2 710		2 710	
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	16 860	11 320	5 540	4 299
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	190 595		190 595	208 795
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	160		160	2 917
Autres créances	165 430		165 430	285 496
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	373 337		373 337	434 478
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	3 138		3 138	2 893
ACTIF CIRCULANT	732 660		732 660	934 579
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	749 521	11 320	738 200	938 878

Bilan - Passif

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel (dont versé : 10 000)	10 000	10 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	1 000	1 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	906	121
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	79 399	78 785
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	91 305	89 906
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	9 800	5 500
Provisions pour charges		
PROVISIONS	9 800	5 500
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7 619	1 007
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	231 116	517 235
Dettes fiscales et sociales	231 410	238 625
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	166 950	86 605
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	637 095	843 472
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	738 200	938 878

Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises	3 812 061		3 812 061	3 925 432
Production vendue de biens				
Production vendue de services	489 674		489 674	288 597
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	4 301 735		4 301 735	4 214 029
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			-10 300	2 913
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			35 261	23 377
Autres produits			59 974	36 747
PRODUITS D'EXPLOITATION			4 386 671	4 277 066
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			1 421 919	1 538 259
Variation de stock (marchandises)			15 846	-45 288
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			1 299	427
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			1 059 949	1 025 636
Impôts, taxes et versements assimilés			61 525	65 460
Salaires et traitements			998 903	937 400
Charges sociales			246 692	257 445
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 468	2 386
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions			9 800	
Autres charges			467 746	420 519
CHARGES D'EXPLOITATION			4 285 147	4 202 243
RESULTAT D'EXPLOITATION			101 524	74 823
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				3 962
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			3	
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			3	3 962
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES				
RESULTAT FINANCIER			3	3 962
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			101 527	78 785

Compte de résultat

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	22 128	
TOTAL DES PRODUITS	4 386 674	4 281 028
TOTAL DES CHARGES	4 307 275	4 202 243
BENEFICE OU PERTE	79 399	78 785

Annexes

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les comptes de l'exercice ci-après couvrent la période du 01/01/2019 au 31/12/2019 soit une durée de 12 mois.

Le bilan de l'exercice présente un total de 738 200 euros.

Le compte de résultat dégage ainsi un résultat 79 399 euros.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- **Immobilisations**

- **Immobilisations incorporelles**

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

Immobilisations incorporelles	Durée d'amortissement
Logiciels	1 à 5 ans en linéaire

- **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

Immobilisations corporelles	Durée d'amortissement
Installations techniques, matériels et outillages	3 à 5 ans en linéaire
Install. générales agencements, aménagements	5 à 15 ans en linéaire
Matériel de transport	3 ans en linéaire
Matériel de bureau et informatique	2 à 5 ans en linéaire
Mobilier	4 à 5 ans en linéaire

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- **Immobilisations financières**

Participations et autres titres :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et méthodes comptables

- **Evaluation des stocks**

Les stocks sont évalués suivant la méthode du dernier prix d'achat connu. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

- **Créances et dettes**

Les créances et dettes sont évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

- **Provisions règlementées**

Les provisions règlementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

- **Dérogations aux principes généraux**

- **Changement de méthode d'évaluation**

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

- **Changements de méthode de présentation**

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	14 150		
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	14 150		
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			6 353
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			6 353
TOTAL GENERAL	14 150		6 353

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.			14 150	
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			14 150	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		3 643	2 710	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		3 643	2 710	
TOTAL GENERAL		3 643	16 860	

Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	9 852	1 468		11 320
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier				
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 852	1 468		11 320
TOTAL GENERAL	9 852	1 468		11 320

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	5 500	9 800	5 500	9 800
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	5 500	9 800	5 500	9 800
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS				
TOTAL GENERAL	5 500	9 800	5 500	9 800
Dotations et reprises d'exploitation		9 800	5 500	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	2 710	2 710	
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	160	160	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	1 043	1 043	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	179	179	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	2 033	2 033	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	146 491	146 491	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	15 684	15 684	
Charges constatées d'avance	3 138	3 138	
TOTAL GENERAL	171 438	171 438	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	6 353		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	3 643		
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	7 619	7 619		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	231 116	231 116		
Personnel et comptes rattachés	99 181	99 181		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	65 211	65 211		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	26 616	26 616		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	40 401	40 401		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	10 775	10 775		
Autres dettes	156 175	156 175		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	637 095	637 095		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Charges à payer

Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES A PAYER			
FOURNISS FACT NON PARVENUES	9 402	199 197	-189 795
AVOIR A ETABLIR	12 119		12 119
CHARGES A PAYER	67 422		67 422
PERSONNEL CAP	7 599		7 599
DETTES PROVISIO POUR CONGES	84 023	82 456	1 567
DETTES PROVI.PRIME PREC.	5 750	5 656	94
CHARGES A PAYER	3 039		3 039
CHARGES SOCIALES SUR CONGES PAYES	29 409	28 860	549
CHGES SOC. SUR PRIMES PRECARITES	2 012	1 980	32
ETAT - AUTRES CHARGES A PAYER	21 749	7 555	14 194
ETAT - TAXE D'APPRENTISSAGE A PAYER		6 362	-6 362
ETAT - FORMATION CONTINUE A PAYER	6 350	11 728	-5 379
ETAT - CET A PAYER	2 629	26 957	-24 328
ETAT - TAXE ORD. MENAGERES A PAYER	6 017	8 112	-2 095
ETAT - EFFORT CONSTRUCTION A PAYER	3 233	2 589	644
INTERETS COURUS A PAYER BANQUE	602	530	72
TOTAL CHARGES A PAYER	261 355	381 981	-120 626

Charges et produits constatés
d'avance

Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE			
CHGES CONSTATEES D AVANCE	3 138	2 893	245
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	3 138	2 893	245

Produits à recevoir

Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR			
AVOIR A RECEVOIR	8 667		8 667
ETATS PRODUITS A RECEVOIR	146 491	220 210	-73 719
INTERETS COURUS SUR CPTE COURANT		3 962	-3 962
PRODUITS A RECEVOIR		7 000	-7 000
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	155 157	231 172	-76 015

Composition du capital social

Exprimé en €

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	1 000			10

Informations complémentaires

➤ Ventilation de l'impôt sur les bénéfices lié à l'activité

	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	101 526	22 128	79 398
Résultat exceptionnel à court terme			
Participations des salariés aux fruits de l'expansion			
RESULTAT COMPTABLE	101 526	22 128	79 398

L'impôt dû relatif aux résultats courant et exceptionnel a été calculé en multipliant le taux effectif d'imposition par les résultats courants et exceptionnels comptables, corrigé des réintégrations et déductions fiscales des charges courantes et exceptionnelles.

➤ Honoraires des commissaires aux comptes

Nous avons comptabilisé 5 500 € au titre des honoraires pour la mission des commissaires aux comptes.

➤ Effectif moyen du personnel salarié et intérimaire

Sur l'année fiscale 2019, l'effectif moyen du personnel s'analyse comme suit :

Année fiscale 2019	Effectif
Cadres	0
Agents de maîtrise, techniciens et employés	38
Ouvriers	0
TOTAL	38

➤ Engagement en matière d'indemnité de départ à la retraite

Notre société a souscrit une couverture auprès du CESA, Caisse relevant du groupe IRP Auto.

Nous versons des cotisations obligatoires, en contrepartie de la prise en charge du coût des départs à la retraite des salariés

➤ Evènements postérieurs à la clôture – COVID 19

La crise sanitaire liée au Covid-19 s'est aggravée en mars 2020 et a contraint la France et de nombreux autres pays en Europe et dans le monde à prendre des mesures de confinement de la population, de restriction des activités non essentielles et de limitation des échanges, toujours en vigueur à la date d'arrêté des comptes. Ces circonstances entraînent une forte baisse de l'activité économique globale et des entreprises.

La société a estimé à la date d'arrêté de ses comptes que cette situation relève d'un événement post-clôture sans lien avec la situation existant au 31 décembre 2019. Par conséquent, l'entreprise n'a pas procédé à un ajustement de ses comptes clos au 31 décembre 2019 au titre de cet événement.

Dans un contexte général incertain sur la durée de l'épidémie et ses conséquences économiques, compte tenu des mesures mises en place et sur la base des informations connues à la date d'arrêté des comptes, la société estime qu'il n'existe pas à cette date d'incertitude significative sur la continuité de son exploitation